

NEWSLETTER SAHEL



Bienvenue dans la newsletter de DCAF dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Renforcement des capacités des partenaires en gestion de projet

Du 28 juillet au 1er août, DCAF a dispensé une session de renforcement de capacités au profit de ses partenaires de mise en œuvre du projet « Espace civique » dans le domaine de la gestion de projet. Vingt personnes, dont 11 femmes ont bénéficié de l'activité. La formation a porté une attention particulière au Suivi-Évaluation afin de préparer ces structures à l'atelier de captation des effets du projets qui se tiendra à la fin de l'année. Ce volet a notamment traité des « histoires de réussite » qui permettent de communiquer des résultats sous une forme accessible et convaincante. Hormis le suivi-évaluation, les participants ont également appris à utiliser des outils de communication interpersonnelle ainsi que le monitoring des plateformes numériques. Finalement, ils ont révisé des aspects liés au rapportage financier afin d'harmoniser leur documentation. Les acteurs ont reconnu la plus-value de la formation qui renforce leurs projets, leur gestion et la captation de leurs effets.

MALI



Soutien à l'initiative de l'AJDS contribuant à la gouvernance locale du secteur de la sécurité

Avec l'appui de DCAF, l'Association des Jeunes de Sangarébougou (AJDS) a procédé, le 25 juillet, au lancement officiel de son micro-projet intitulé : « Renforcement et extension du Réseau d'Observateurs Communautaires pour une Sécurité Participative et Durable dans la Commune I du district de Bamako ». Ce projet promeut la gouvernance participative et la coproduction de la sécurité à travers le renforcement, la structuration et l'élargissement du réseau d'observateurs communautaires dans la Commune I. À cette occasion, 50 observateurs communautaires, dont 22 femmes, ont bénéficié d'une formation sur la police de proximité et les principes de gouvernance participative dans le secteur de la sécurité. La cérémonie s'est déroulée en présence de la représentante du président de la délégation spéciale de la mairie, d'un représentant des chefs de quartiers, de membres des forces de sécurité ainsi que de représentants du Conseil communal des jeunes. Les observateurs communautaires jouent un rôle essentiel en faisant le lien entre la population et les forces de sécurité ainsi qu'en gérant certaines situations en évitant d'impliquer les forces de l'ordre si cela n'est pas nécessaire. La formation de nouveau relai, en particulier des jeunes et des femmes, permet donc aux citoyens de participer activement à la gouvernance de la sécurité dans leur lieu de vie. DCAF soutient des initiatives de la société civile afin d'augmenter leur participation significative à la gouvernance du secteur de la sécurité.



Transmission des leçons du précédent mandat de la CNDH

À la fin de la mandature précédente, DCAF avait soutenu la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) dans un exercice de capitalisation afin d'assurer la continuité du travail de l'institution. Les informations avaient été rassemblées dans un rapport qui a été présenté à la nouvelle commission lors d'un atelier organisé le 30 juillet. Cette rencontre a permis de vulgariser le contenu du document de capitalisation et de créer un cadre d'échanges entre les nouveaux commissaires, le personnel de la CNDH et les partenaires techniques et financiers, autour des acquis et défis de la précédente mandature, ainsi que des opportunités d'apprentissage. Placé sous la présidence de la Présidente par intérim de la CNDH, l'atelier a réuni 41 participants, dont 14

femmes, issus de la CNDH (commissaires et personnel) et d'organisations de défense des droits humains. L'atelier a également permis la coordination du soutien des partenaires techniques et financiers, notamment EUCAP, l'Union Européenne, le Royaume-Uni, l'Institut Danois des Droits de l'Homme et le Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement. La Présidente par intérim de la CNDH a exprimé sa conviction que ce document constituera un levier important pour améliorer l'efficacité, l'autonomie et l'expertise de l'institution. Le rapport permet ainsi à la nouvelle CNDH de construire sur le travail de leurs prédécesseurs.



Atelier de démarrage du projet de renforcement des capacités des FDS en matière de PoC, de DH/DIH et de leadership

DCAF et l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB) ont organisé un atelier de lancement pour présenter les axes stratégiques du projet de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité (FDS) en matière de protection des civils (PoC), droits humains, droit international humanitaire (DH/DIH) et leadership. Ce projet est financé par la Suisse sur la période 2022-2026. L'atelier, organisé le 29 juillet, a réuni des cadres et responsables des institutions partenaires et a permis de présenter le cadre logique du projet, ses indicateurs de résultats, le dispositif de suivi-évaluation, ainsi que les modalités administratives et financières de mise en œuvre. Le projet est articulé autour de trois piliers principaux. Le premier se focalise sur la formation au niveau opérationnel du personnel des FDS, le deuxième sur le renforcement des cadres supérieurs en matière de leadership et enfin le troisième centre la justice militaire notamment dans son rôle de conseiller juridique.

NIGER



Validation du manuel de procédures de gestion des cas de VBG

Du 22 au 23 juillet, DCAF a organisé un atelier participatif de validation du manuel de gestion des cas de violence basée sur le genre (VBG), à l'intention des agents du Service Central de la Protection des Mineurs et des Femmes de la Police Nationale du Niger. Rassemblant 41 participants dont 19 femmes, issus de l'administration publique (Direction Générale de la Promotion de la Femme, Ministères de la Santé, de la Population, de la Justice), du réseau des femmes FDS (Gendarmerie, Garde Nationale, Douane, Eaux et Forêts, Police Municipale), d'organisations internationales (UNFPA, ONU Femmes) ainsi que de la société civile, cet atelier a permis un échange d'expériences et de savoir-faire essentiels pour la validation du manuel. Le document validé intègre désormais des procédures adaptées, aussi bien préventives que judiciaires, afin de garantir une prise en charge efficace, coordonnée et sensible au genre des survivant(e)s de VBG. Par ce processus participatif, le Niger renforce son dispositif national de protection et pose les bases d'un partenariat institutionnel pérenne pour faire reculer la violence basée sur le genre.



Sensibilisation des FSI sur l'éthique, la déontologie et le respect des droits humains

Le 29 juillet, la Direction de la Sécurité Publique (DSP) de la Police Nationale du Niger, en collaboration avec DCAF, a organisé une séance de sensibilisation destinée aux Forces de Sécurité Intérieure (FSI) portant sur le respect des droits humains ainsi que sur les codes d'éthique et de déontologie. Cette initiative visait à soutenir les FSI dans l'amélioration de la qualité du service de sécurité offert aux populations, notamment par le biais d'un dialogue constructif avec les organisations de la société civile (OSC). Au total, 155 agents des FSI ont participé à cette session, dont six femmes issues des différentes composantes des FSI : Police Nationale, Police Municipale, Garde Nationale, Services des Eaux et Forêts et Douane. Cinq représentants des OSC, incluant des acteurs religieux, ainsi que des représentants des femmes et des jeunes, ont également pris part à cet échange. Cette rencontre a offert une plateforme pour que la société civile exprime ses perceptions et griefs concernant certains cas d'abus et de violations des droits humains perpétrés par un nombre limité mais impactant les relations entre les populations et les forces de sécurité. Grâce au rôle de facilitateur de DCAF, cet espace de dialogue a renforcé la confiance mutuelle, favorisant une meilleure compréhension des défis auxquels sont confrontées les FSI et rapprochant ainsi les Nigériens de leurs forces de sécurité.

Découvrez notre rapport annuel 2024

Annual report 2024

Available now



Découvrez les temps forts de notre année 2024 en faveur d'une gouvernance transparente, responsable et inclusive du secteur de la sécurité à travers le monde. Nous tenons à remercier tout particulièrement nos fondateurs, nos partenaires et nos généreux donateurs, dont le soutien et la confiance rendent notre travail possible.

Découvrez-le ici : <https://www.dcaf.ch/annual-report-2024>

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



Cet email a été envoyé à {{contact.EMAIL}}
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)